

# la CGT propose un autre avenir

C'est une obsession. Depuis 1993, chaque gouvernement veut réformer notre système de retraite.

Lors de la Conférence sociale des 20 et 21 juin 2013, François Hollande a été d'une extrême clarté concernant les retraites. Il a été très clair concernant les retraites. Pour lui, c'est l'allongement de la durée de cotisations pour tous ! Conscient que la plupart des organisations syndicales et que l'écrasante majorité des salariés ne sont pas d'accord, il veut aller vite en besogne et ambitionne de faire voter une loi dès le début de l'automne.

**La CGT refuse clairement tout nouveau recul et appelle les salariés, les privés d'emploi, les étudiants, les retraités à construire un mouvement revendicatif d'ampleur, massif, unitaire et dans la durée.**

A chaque réforme : gouvernements, Medef et signataires nous promettent la main sur le cœur que, là ça y est, cette fois-ci on va régler le problème. A chaque nouvelle réforme les efforts sont systématiquement exigés des salariés et retraités. Jamais n'est envisagé sérieusement de prendre sur les revenus financiers et les profits pour financer les besoins de la population en matière de protection sociale : retraite, santé, famille, perte d'emploi.

Ce qui inquiète le plus les salariés comme les retraités, c'est le niveau de la pension (80% se disent inquiets en avril 2013 selon l'Ipsos). Les actifs souhaitent partir le plus tôt possible, quant aux jeunes et aux femmes qui subissent massivement précarité, chômage et temps partiel imposé, ils redoutent de ne jamais pouvoir être en retraite

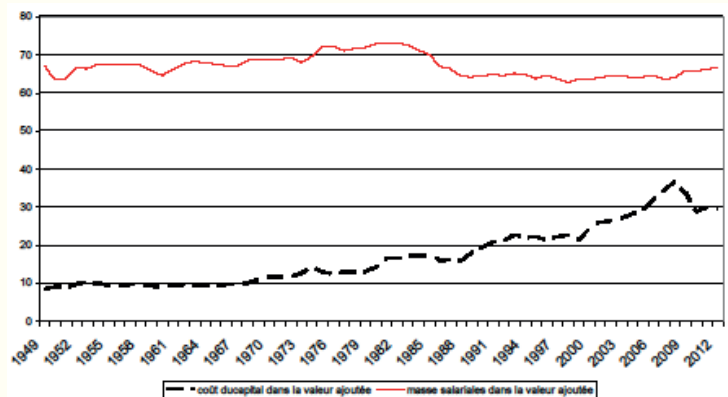
**Or, cette réforme ignore les attentes et préoccupations de la population. Il faut donc utiliser les richesses créées pour répondre aux attentes !**

C'est tout à fait possible quand on voit les milliards de profits, de dividendes distribués aux nantis que sont les actionnaires, quand on voit les salaires pharaoniques que s'attribuent les grands patrons, quand on connaît le montant de la fraude fiscale estimé à 100 milliards par an et

le montant des aides et exonérations accordées aux plus riches. Une réelle répartition de cet argent permettrait de répondre très largement aux besoins de santé, de retraite, de salaires, d'emploi, de reconquête du service public.

**C'est le capital qui pompe les richesses !  
C'est donc d'un choc de répartition des richesses dont la société a besoin et non d'un choc de compétitivité !**

**COÛT DU CAPITAL ET MASSE SALARIALE  
EN % DE LA VALEUR AJOUTÉE**



Oui le nombre des retraités augmente dans la population, et alors faut-il pour autant les appauvrir !? Alors qu'il est possible de prendre en compte financièrement cette évolution positive en attribuant une part plus grande de la richesse créée aux retraités. D'autant qu'il n'existe pas de richesses en dehors de celles créées par les salariés et leur travail.

Les choix qui président au type d'avenir voulu pour nous-mêmes et les générations futures constituent une véritable question de société. On ne peut continuer à accepter une accapartation des richesses par une caste de nantis qui n'ont que leur naissance à revendiquer. Il faut remettre les femmes, les hommes, les travailleurs au cœur de toutes les orientations politiques. Leur bonheur et leur épanouissement en dépendent !

## Il y aurait un déficit plus important que prévu des caisses de retraites :

En France, le salaire est composé de deux parties :

- Le salaire net qui est directement versé au salarié.
- Les cotisations sociales, qui forment une partie du salaire dit « socialisé », servent à financer la protection sociale et ne sont donc pas versées directement aux salariés. Les cotisations dites « patronales » font partie intégrante du salaire « socialisé ».

Les cotisations sociales représentent la partie versée solidairement « au pot commun » pour couvrir l'ensemble des besoins de la protection sociale. Notre protection sociale est basée sur le système de la solidarité intergénérationnelle aussi bien entre les salariés (*du public et du privé*), les privés d'emploi, les étudiants et les retraités. C'est cette solidarité qui fait sa force. C'est ce système qui a permis des progrès en matière de santé, d'augmentation d'espérance de vie, de quasi éradication de mortalité infantile, de liberté de choisir sa maternité, d'amélioration des conditions de travail, de possibilité d'une autre vie après le travail...

Le patronat mène, depuis la sortie de la seconde guerre mondiale, une bataille idéologique pour présenter la partie des cotisations dites « patronales » comme une charge qui entraverait la compétitivité des entreprises, l'investissement et, de fait, seraient la cause du chômage.

**C'est un argument mensonger !**

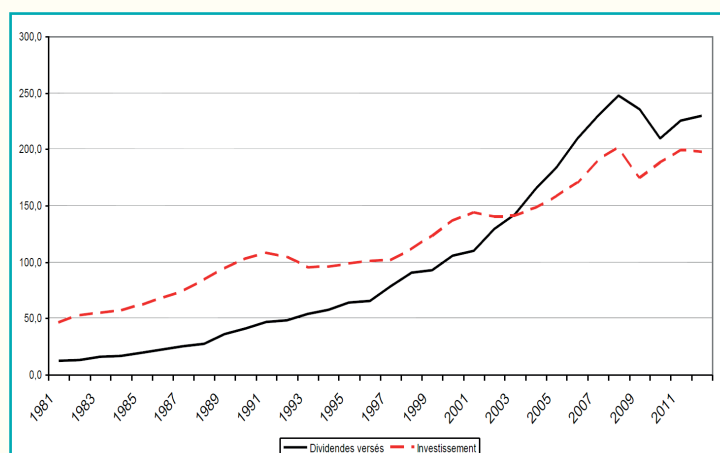
**C'est le patronat et les capitalistes qui sont responsables des déficits de la sécurité sociale.**

L'aggravation continue des déficits depuis 30 ans est la conséquence directe des politiques menées, avec les exonérations de cotisations sociales dites « patronales », les aides à l'emploi sans contrepartie ni contrôle et une austérité mise en place au nom des politiques européennes...

## EXONÉRATIONS : UN DÉTOURNEMENT DU SALAIRE QUI VA AU PATRONAT

Pour un emploi jeune à 1 430 € (SMIC 2013)	
Allègements généraux	402 €
Contrat génération	333 €
Crédit emploi compétitivité	57 €
Exonération assurance chômage	57 €
<b>Total exonérations par mois</b>	<b>849 €</b>

## DIVIDENDES VERSÉS ET INVESTISSEMENT (EN MILLIARDS D'EUROS)



## LES ENTREPRISES SONT LARGEMENT FINANÇÉES PAR L'ARGENT PUBLIC SANS AUCUN CONTRÔLE, NI IMPACT POSITIF SUR L'EMPLOI, LES SALAIRES ET L'INVESTISSEMENT

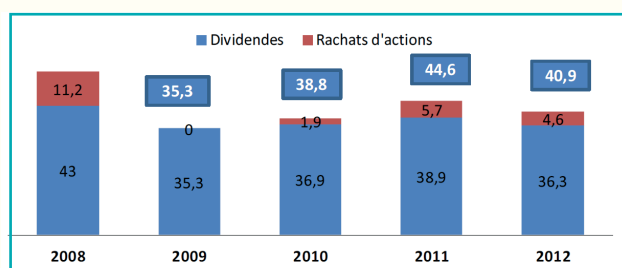
Salaire (brut/mois)	Exonérations par mois	Exonérations par an
1 398,37 € (Smic au 01/01/2012)	365,58 €	4 362,99 €
1 500 €	319 €	3 838 €
1 600 €	276 €	3 312 €
1 700 €	232 €	2 784 €
1 800 €	189 €	2 268 €
1 900 €	146 €	1 752 €
2 000 €	102 €	1 224 €
2 100 €	59 €	708 €
2 200 €	16 €	192 €

Cette politique coûte 30 milliards d'euros par an au budget de l'Etat, dont 20 milliards pour les seules exonérations sur les bas salaires.

Ces milliards d'argent public offerts au patronat n'améliorent pas la situation du chômage et ont un double effet pervers : le patronat tire les salaires vers le bas afin de bénéficier du maximum d'exonération et la baisse des cotisations permet d'augmenter les marges et les profits des entreprises qui sont redistribués sous forme de dividendes aux actionnaires.

Comme quoi les profits d'aujourd'hui ne font ni les investissements, ni les emplois de demain.

## LES DIVIDENDES ET RACHATS D' ACTIONS VERSÉS PAR LE CAC 40 DE 2008 À 2012



Quant à l'écart des salaires entre les femmes et les hommes, il continue de se situer, en moyenne, aux alentours de 27%. L'égalité salariale rapporterait un surplus de 10 milliards par an en cotisations sociales. De même l'augmentation générale des salaires augmenterait la consommation, créerait de l'emploi et, par conséquent, abonderait considérablement les caisses de la sécurité sociale.

### On vit plus longtemps, il faudrait donc travailler plus longtemps :

L'augmentation de l'espérance de vie ne date pas d'aujourd'hui ! De 1946 à la fin des années 80, le gain d'espérance de vie à 60 ans était de 4 ans pour les hommes et 5 pour les femmes. Cela n'a pas empêché le passage d'une retraite à taux plein de 65 à 60 ans en 1982 !

Si l'espérance de vie a considérablement augmenté depuis la seconde guerre mondiale, nous le devons à notre système solidaire de protection sociale, aux acquis obtenus par les luttes des salariés, au développement des services publics, aux progrès techniques et médicaux... Cela n'a pu se faire que par un partage des richesses vers les besoins collectifs.

Or les statistiques montrent que l'espérance de vie en bonne santé est en train de s'aggraver du fait du chômage, de la précarité, de la baisse du pouvoir d'achat, du démantèlement de notre système de santé et de protection sociale, du développement de la misère...

### ESPÉRANCE DE VIE EN BONNE SANTÉ

Femmes	2005	2007	2009	2010
Allemagne	54,8	58,6	58,1	58,7
France	64,6	64,4	63,5	63,5
Suède	63,2	66,8	69,6	71,1

Hommes	2005	2007	2009	2010
Allemagne	54,5	59	57,1	57,9
France	62,3	62,8	62,8	61,8
Suède	64,5	67,7	70,7	71,7

**Vouloir augmenter la durée de cotisation comme le prône le gouvernement est hypocrite et absurde.**

Une grande partie des salariés est déjà hors emploi au moment de partir en retraite. Repousser leur départ revient à les prolonger dans une situation de précarité comme le chômage. C'est donc les laisser aux minimas sociaux, qui sont eux-mêmes pris en charge par la collectivité, en attendant de toucher leur retraite. De plus allonger encore le temps au travail aggrave le chômage des jeunes générations.

Depuis le recul de l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, on constate une hausse d'activité de 15% entre 2010 et 2012 pour la tranche d'âge de 55 à 64 ans, mais aussi une augmentation de plus d'un tiers de la part des chômeurs dans cette même tranche... Dans le même temps le taux de chômage des jeunes dépasse 26 % !

Ce qui importe c'est l'espérance de vie en bonne santé. Toutes les années de retraites ne sont pas équivalentes. Prolonger l'activité, alors que les souffrances au travail se développent et que de nouvelles pathologies apparaissent, diminue le temps pendant lequel les salariés pourront profiter réellement des meilleures années de retraite.

**Allonger la durée de cotisation, c'est contraindre les salariés à partir plus tard et imposer une nouvelle baisse de leur pension.**

**C'est aussi faire le choix politique d'entretenir le chômage des jeunes et des seniors.**

## ENSEMBLE, REVENDIQUONS :

- Le retour pour tous à la retraite à 60 ans à taux plein.
- Un départ anticipé avec pension complète dans le cadre de la reconnaissance de la pénibilité.
- Un socle commun de droits et de garanties (nivelés par le haut) tout en tenant compte des particularités attachées à chaque régime de retraite.
- Le maintien de tous les régimes spéciaux et de celui des fonctionnaires.
- La validation des années d'études et des périodes de précarité subies.
- Un taux de remplacement de 75% minimum pour une carrière complète.
- Le retour aux dix meilleures années pour le calcul des pensions du privé.
- Le renforcement des mesures solidaires, notamment celles qui concourent à corriger les inégalités femmes-hommes.

## POUR CELA LA SEULE SOLUTION C'EST D'AUGMENTER DURABLEMENT LES RESSOURCES

60 % du PIB (produit intérieur brut) vont à la rémunération du travail  
et 40 % vont aux profits : il faut bouger le curseur.

- 20 milliards de ressources supplémentaires : création d'un million d'emplois.
- 10 milliards de ressources supplémentaires : Suppression des exonérations des cotisations dites « patronales » et instauration d'une modulation de celles-ci dans le cadre de mesures qui développent réellement l'emploi, avec un contrôle public et syndical.
- 10 milliards de ressources supplémentaires : Elargissement de l'assiette de cotisations à l'épargne salariale (*intéressement, participation...*) et aux primes pour les fonctionnaires et salariés du public.
- 20 milliards de ressources supplémentaires : Mise à contribution des revenus financiers des entreprises.
- Augmentation des cotisations retraites : En priorité celles dites « patronales » et à concurrence des besoins.
- 5 milliards de ressources supplémentaires dès 2015, puis 10 milliards en 2020 : Respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- 100 milliards : c'est au moins la somme qui est reversée aux actionnaires tous les ans sous formes de dividendes.

Gouvernement et patronat tentent d'imposer des choix définitifs qui seraient dramatiques. L'avenir de la retraite par répartition pour toutes les générations dans un cadre solidaire et financé par le travail est une cause nationale.

Nous refusons une nouvelle et dramatique aggravation des conditions d'existence de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui sont les seuls à produire les richesses.

**IL NE FAUT PAS SEULEMENT CHANGER DE CAP MAIS IMPOSER, PAR LA LUTTE, UN CHANGEMENT RADICAL DE POLITIQUE.**

**Nous pouvons imposer un changement de politique en arrêtant massivement la production.**

**Débattons-en partout dans le pays, les entreprises et les syndicats pendant l'été et préparons-nous à une très grosse journée de grèves et de manifestations début septembre.**